

Dossier sur la réforme monétaire

Au moment où l'opposition vient d'achever son conclave et se prépare à rencontrer Mobutu pour relancer les négociations du Palais du peuple, elle entame le processus de sa destitution par le HCR, cette même plate-forme prend position sur la réforme monétaire initiée par le cabinet Birindwa. C'est une escroquerie du siècle avait déclaré à la VOA, M. Kibassa Maliba qui a recommandé aux populations l'utilisation des anciennes coupures. Même son de cloche du gouvernement Tshisekedi dont le compte rendu est publié dans cette édition. L'équation de la réforme monétaire devient insoluble lorsque le conseil des ministres du gouvernement dit de large Union nationale et du salut public proroge le délai de changement des signes monétaires au 10 décembre, créant le scepticisme et la panique dans l'opinion par ailleurs divisée sur cette démarche. L'une des raisons est l'absence des sous-multiples par la faute ou l'oubli de la Banque du Zaïre.

Selon un confrère, cet institut d'émission n'a jamais prévu qu'un achat, dans le nouvel espace financier qu'il allait créer, pouvait être acquis pour moins de 3 millions de Z soit 1 NZ. On s'était, dit-on trompé. Car, d'après la même source, la raison du report de la date du 22 novembre 1993 est ailleurs. En effet, l'imprimeur de la firme munichoise (RFA) Giesecke et Devrient qui imprime la monnaie zaïroise ne pouvait livrer à temps (c'est-à-dire avant le 22 décembre 1993), ces précieux sous-multiples. Un Conseil d'administration de la banque du Zaïre s'était vite réuni à ce sujet pour soumettre au gouvernement sa décision de proroger le délai sur les changements des signes monétaires. Le cabinet Birindwa qui s'était réuni deux jours plus tard, un dimanche- a entériné cette mesure; En attendant, la Banque du Zaïre, n'a récupéré que 15 % de la masse monétaire globale et les 85 % sont encore gardés par le public. Notamment dans les 2 Kasai.

Affirmer que la réforme monétaire a connu un succès est une banalité. A l'heure où les désaccords entre les Fpc

et l'Usoral sont à leur comble, il faut avouer le courage politique de Birindwa, personnage peu flamboyant d'avoir initié cette opération à risque. Qui procure, malgré les bavures dont elle est émaillée un surcroît de sympathie. Pourtant, les problèmes sont loin d'être résolus par le "labo" secret de Birindwa qui n'a pu apporter à temps la solution des sous-multiples, de fournir d'amples précisions sur la couverture en devise pour éviter les fluctuations néfastes du taux de change et les moyens de stabiliser les prix des biens importés ou locaux sans garantir la production en stock. Que dire des services dont les prestations nécessitent un prix prohibitif d'avant la réforme ? C'est dire que la réforme monétaire en cours n'est pas un préalable mais une mesure d'accompagnement pour relancer une économie mise au ban de la coopération internationale. C'est une gageure d'opérer des miracles dans un tel environnement d'autant que le Zaïre, sans Etat, est en quête d'hommes sûrs, valables et compétents.

Comment réussir une réforme, même si l'on doit agir avec habilité et rapidité, si les mesures d'encadrement sont considérées comme un flou artistique ? Si Birindwa a joué aux prolongations jusqu'au 10 décembre 1993 pour opérer les changements des signes monétaires, c'est qu'il devrait subir des pressions de plusieurs ordres dont celles des barons de l'ancien régime qui gardaient par eux plusieurs tonnes d'anciennes coupures. Ces barons se recrutent aussi bien dans la mouvance présidentielle que dans l'opposition. L'Aneza n'est pas allée de main morte d'abord pour ramener le taux de un dollar à quatre nouveaux Zaïres et faire chanter Mobutu afin d'obtenir la prolongation. Enfin, il y a les paysans de l'arrière pays qui s'adonnent désormais au troc faute de nouvelles coupures qui leur parviennent à compte goutte.

D'où la valse des prix. L'équivalence de taux de l'ancien et du nouveau Zaïre telle que fixée par la Banque nationale n'est plus respectée.

Déclaration du gouvernement Tshisekedi

L'opinion se souviendra que le Gouvernement légal et légitime de transition avait dénoncé au cours de ses précédentes réunions du Conseil, l'abominable escroquerie conçue par le Conseil exécutif de la Mouvement présidentielle sous prétexte de réforme monétaire et avait mis en garde la population contre cette machination diabolique tout en demandant de se prendre en charge.

En effet, l'effondrement du pouvoir d'achat des masses laborieuses dû à l'hyperinflation et la flambée conséquente des prix, la hausse exagérée du cours de change des devises étrangères, la fermeture des maisons de commerce, la rareté des produits de première nécessité sur le marché, la perturbation du système de transport... provoquées par la réforme de la Mouvement présidentielle ont rendu la vie des populations zaïroises extrêmement difficile.

Cette situation dramatique était pourtant prévisible, dans la mesure où justement une "réforme monétaire" ne pouvait réussir dans les conditions actuelles de notre pays caractérisées par l'instabilité politique

délibérément instaurée avec le blocage des institutions de la transition légalement établies par la CNS. L'insécurité généralisée, l'indiscipline dans la gestion financière dominée par les ponctions effrénées et incontrôlées opérées notamment par la Présidence de la République. La neutralisation de l'Administration publique qui aurait pu soutenir et faire appliquer toute mesure d'encadrement, le gel de l'indispensable aide étrangère bilatérale et multilatérale...

L'entêtement du "Conseil exécutif de la Gombe" à imposer malgré tout cette "réforme" prouve à suffisance que ce ne sont pas les motivations économiques bien les préoccupations d'ordre politique, à savoir :

a) servir de prétexte pour laisser en place un gouvernement illégal, irresponsable et impopulaire pour assurer le suivi et la réussite de l'odieuse opération ;
b) distraire le peuple de la lutte de libération dans laquelle il s'est résolument engagé et qui a atteint son paroxysme avec les concertations politiques du Palais du peuple dont l'issue est attendue avec beaucoup d'impatience par tous les fils et

filles du Zaïre ;
c) enrichir sans cause une certaine clientèle politique en :

- lui gratifiant des nouvelles espèces sonnantes et trébuchantes provenant des prélèvements opérés à la source ;
- remonétisant les coupures de 5.000.000 de zaïres (cinq millions de zaïres) démonétisés et frauduleusement détenus par les barons du régime dictatorial et autres affameurs du peuple.

Cette politique infâme inspirée par la logique de destruction du pays et de paupérisation de la grande majorité de la population au profit d'une caste d'individus acquis au statu quo a amené le gouvernement fantoche de la Mouvement présidentielle à décréter le retrait précipité des signes monétaires en circulation.

En conséquence, le gouvernement légal et légitime demande à la population de continuer à utiliser, comme par le passé, les signes monétaires en circulation.

Fait à Kin le 18 novembre 1993

Boniface Kayembe Mitonga
Secrétaire général
du gouvernement

Les mesures d'encadrement suggèrent de prendre langue avec le FMI

La réforme monétaire concoctée par le cabinet Birindwa a prévu un certain nombre des mesures d'encadrement pour sa réussite.

Les mesures d'encadrement prévoient en matière budgétaire que les besoins excédant l'enveloppe mensuelle du financement monétaire puissent être couvertes par des financements non monétaires tels que les bons du trésor, les certificats du trésor et autres titres publics à émettre pour liquider la dette intérieure ou pour les factures entre septembre et décembre 1993. Dans l'affectation de cette enveloppe, il est recommandé de reprendre langue avec les partenaires tels que le FMI et la Banque mondiale pour lesquels le paiement d'un million de dollars est programmé chaque mois.

Les mesures d'encadrement avancées pourraient être complétées par les critères de performance ci-après :

- limiter le taux d'inflation à 66,7 % pour le dernier trimestre soit 18,6 % le mois en plafonnant le crédit à l'Etat à 177,6 millions de NZ pour l'ensemble du quatrième trimestre 1993. Dans le cas, les dépenses de rémunération devraient être limitées à son niveau de fin septembre évalué à après de 130.000 milliards de Zaïres soit 43,3 millions de NZ. A cette enveloppe on ajoute 22 millions de NZ par mois au titre de liquidation des arriérés de salaires afin d'absorber le retard de paiement estimé à 66,7 millions de NZ.

Quant au crédit à l'économie du secteur privé, il ne subit plus de plafonnement et va s'accroître de façon substantielle au budget en devise. Il est prévu 20,6 milliards de dollars par mois pour le budget en devise. En ce qui concerne des mesures d'encadrement le gouvernement Birindwa entend :

- intervenir dans le secteur monétaire en mettant à la disposition des banques des liquidités nécessaires. Cependant la solution à la pénurie actuelle des liquidités

ne doit pas conduire à l'injection incontrôlée de la monnaie fiduciaire.

- jeter une partie des dépôts et limiter dans un premier temps les dépôts disponibles pour compte de particulier et de 250 milliards pour tout compte.

Dans le secteur extérieur, il est question de surveiller le taux de change appliqué dans le système officiel pour mieux contrôler le marché parallèle. Aussi le gouvernement doit renforcer le contrôle pour stabiliser le taux de change et encourager les exportations officielles sans pour autant revenir formellement au régime des comptes RME. En matière d'engagements extérieurs.

Au niveau de la Banque du Zaïre, les mesures d'encadrement préconisent l'accroissement des recettes en devises produites par la Direction générale des matières précieuses qui doit recouvrer à une allocation suffisante en nouveau Zaïre.

Le point de vue de Mwenelwata, Secrétaire général du cabinet Birindwa

L'UPZA/Sud-Kivu a eu l'heureuse initiative d'organiser une conférence-débat sur la réforme monétaire. Laquelle a été animée par M. Mwenelwata Isunga Mpala, secrétaire général du Gouvernement de large Union et du Salut public et économiste de formation, en séjour à Bukavu. Un exposé composé de 3 volets : de la réforme en général, de la réforme actuelle et des conditions de réussite de la réforme.

Pour l'orateur, une réforme monétaire se traduit par le changement des signes monétaires d'un pays, accompagné du changement de la valeur faciale des billets et enfin de la fixation d'une nouvelle parité entre la nouvelle monnaie et l'étalon d'or ou une devise étrangère de référence. M. Mwenelwata a déclaré qu'une réforme monétaire n'est jamais une fin en soi.

Elle s'inscrit dans un cadre économique et financier du pays de créer les conditions fondamentales d'une reprise et rétablir les équilibres fondamentaux de l'économie fortement désagréés. Généralement, elle s'accompagne d'une dévaluation de l'ancienne unité monétaire, dans des proportions compatibles avec le programme de stabilisation ; elle est promulguée par une loi ou une ordonnance-loi signée par le Président de la République.

De la réforme actuelle

Peut-on dire ce qui s'est passé le 22 octobre 1993 est une réforme monétaire ? Oui car :

1. Il y a eu changement des signes monétaires (nous avons des nouveaux billets)
2. Il y a eu une nouvelle unité monétaire le NZ (la valeur faciale a changé) dont le taux de conversion est 1 NZ = 3.000.000 anciens zaïres
3. Il y a eu changement de parité du taux de change par rapport au DTS et au \$ américain. 1 NZ = 0,23 DTS = 0,33 \$ US 4. Elle a été promulguée par une ordonnance loi

Mais quelles sont les motivations profondes de celle-ci ? Pourquoi a-t-on procédé à cette réforme monétaire maintenant ? Lorsque le Premier ministre Faustin Birindwa arrive à l'hôtel du conseil le 2 avril 1993, voici le tableau économique et financier qu'il trouve sur la conjoncture.

1. l'évolution négative du P.I.B. depuis 1990
2. déficit chronique des finances publiques
3. accumulation des arriérés de la dette extérieure
4. la dégradation catastrophique du taux du zaïre-monnaie
5. la crise des liquidités dans les banques et la marginalisation du circuit bancaire
6. l'émergence de l'économie informelle au détriment de l'économie officielle
7. l'accumulation des arriérés des salaires des fonctionnaires.

Comme tout le monde le sait, le Zaïre a opté pour l'économie sociale de marché. L'épicentre de toute économie capitaliste est l'intermédiation financière, c'est-à-dire la banque à travers le système de crédit aux ménages et aux entreprises. Par manque de liquidités des banques commerciales ont été bloquées, entraînant de ce fait le blocage total du système de production.

Pour mémoire, les besoins en liquidité avant la réforme se chiffraient à 700.000 milliards à anciens zaïres par mois contre une production nationale mensuelle répartie comme suit : 20.000 milliards d'anciens zaïres par mois : Hôtel de monnaie de Munich 60.000 milliard d'anciens zaïres par mois : Hôtel de monnaie de Munich et en tout 80.000 milliards. En y soustrayant 51.000 milliards des besoins de l'armée, il restait à peine 29.000 milliards contre des besoins évalués à plus de 700.000 milliards.

Allez donc dans ce cas couvrir les besoins de la république. Tout gouvernement, qu'il soit de gauche ou de droite n'aura que deux choix.

1. Imprimer de billets de plus grosses coupures
 2. Procéder à une réforme monétaire.
- Le premier choix était inopportun vu le sort réservé au billet de 5.000.000 z. dit "Donna beija"

Il ne restait plus qu'un seul choix à décider. Procéder courageusement à la réforme monétaire, en créant le nouveau zaïre et en coupant 6 zéros à l'unité monétaire car il était ridicule

que chaque zaïrois soit millionnaire en zaïre mais en réalité très pauvre avec ses millions.

Tout cela a rendu incontournable la réforme et quelque soit le gouvernement en place.

II. Les conditions de réussite de la réforme monétaire.

Les conditions suivantes sont nécessaires et non exclusives pour assurer la réussite d'une réforme monétaire.

1. confidentialité du projet
2. la rapidité dans l'exécution
3. une couverture en devises pour soutenir la nouvelle monnaie.

Au cours du débat qui s'en était suivi, une question ne cessait de revenir. Est-ce toutes les conditions ont-elles été réunies. Notamment la couverture en devises et la question de confiance pour accepter la nouvelle coupure ?

Le scandale de Kadutu

M. Mwenelwata a répondu par l'affirmative. Toutes les 3 conditions étaient remplies, le caractère confidentiel de la réforme était respecté jusqu'au bout. Cependant il y a des fuites dans la rapidité de l'exécution de la réforme. En effet, le 22 septembre, il y a eu des fuites qui sont à la base de quelques ratés ! En effet, cela allait permettre aux spéculateurs de s'organiser et de liquider le plus grand nombre des billets cachés. Preuve, le scandale de Kadutu où un commerçant avait stocké 500 milles milliards de zaïres alors que les besoins mensuels

pour le Sud-Kivu se chiffre à 22 milles milliards de zaïres. Il y a également cet homme d'affaires de Kinshasa qui avait 20 contenaires d'argent à échanger. Ces spéculateurs voulaient saboter la réforme en stockant les marchandises achetées à n'importe quel prix avec les anciennes coupures. D'où cette hausse des prix. Par ailleurs les mêmes criminels économiques achetaient à un taux prohibitif les dollars avec les masses monétaires qu'ils garderaient par-devers eux. D'où également hausse de taux de change de dollars.

Et les devises ?

En ce qui concerne la couverture en devise le gouvernement s'est gardé d'une injecter le circuit économique pendant la période d'intersession. Ce n'est qu'à partir du 10 décembre que l'Etat mettra à la disposition d'hommes d'affaires le nouveau zaïre. Car le gouvernement qui pourrait chaque mois injecter 15 millions de \$ US pour les entreprises compte les obtenir des matières précieuses (or et diamant) officiellement 100 millions de \$ US pour soutenir la nouvelle monnaie. A côté de cette opération l'Etat mettra à la disposition des opérateurs économiques des produits de première nécessité importés.